

# La culture du mensonge



Quand la crise est présente, chacun a beau jeu de désigner celui qui lui paraît le plus responsable et donc le plus fautif. À notre tour, nous vous proposons un choix de quelques coupables.

Les français sont intelligents mais désinformés. Ils voient bien que la société mondiale change à grande vitesse, mais cela ne les trouble nullement puisque, depuis plusieurs décennies, on leur inculque l'illusion qu'ils n'auront pas à changer d'habitude pour faire face à cette évolution, et, mensonge encore plus pervers, qu'ils recueilleront gratuitement de nouveaux avantages et de nouveaux droits, fruits du seul effort des "autres".

Personne n'ose dire aux citoyens de la patrie des droits de l'homme, qu'à chaque droit correspond inévitablement une obligation, une contrainte ou une charge pour une autre catégorie de citoyens ou pour la collectivité toute entière. Et chacun sait que la nation doit prendre dans la poche des citoyens les moyens d'assumer les charges résultant des obligations souscrites !

En résumé, chaque droit acquis a un coût. Mais cela, personne ne le dit jamais aux français.

**Ayant reçu cette contre-éducation politique et économique, les français sont logiques en refusant systématiquement toute réforme** qui les obligerait à "bouger" un tant soit peu, et ainsi, ils font obstacle à toute modernisation des structures de notre pays. Comme aucun Gouvernement, quelle qu'en soit la couleur, ne peut indéfiniment rester inerte, il court à sa perte dès qu'il engage le changement, et il est balayé à l'échéance électorale qui suit.

En alternant ainsi gauche et droite depuis vingt-cinq ans, la France ne cesse de reculer puisque les ministres trop volontaires passent rapidement à la trappe et les réformes courageuses sont stoppées ou ont été divisées par quatre pour aboutir : elles n'atteignent donc jamais le minimum requis pour se mettre au niveau des nations qui acceptent de se moderniser.

**Puisque l'utopie a remplacé la raison dans la tête des français ainsi contre-éduqués, on ne saurait leur en vouloir de leur comportement erratique d'une élection à l'autre ; mais alors, qui est responsable ? Tout le monde désigne les "politiques" qui n'auraient plus la confiance des électeurs !** Cherchons-en les raisons.

**Pour arriver au pouvoir, l'opposition doit d'abord démolir** aux yeux des français l'action

de ceux qui sont (très provisoirement) aux commandes, quels que soit l'urgence ou le bien-fondé des réformes engagées. C'est là que l'on constate que les forces politiques, dès lors qu'elles sont dans l'opposition, ont deux alliés providentiels quand il s'agit de bloquer une réforme.

**Tout d'abord les médias. Les médias pourraient être les meilleurs vecteurs d'une éducation conduisant les citoyens à la raison ;** hélas, leur fonds de commerce est bien plus de semer la zizanie entre les individus que d'expliquer objectivement le besoin de réformes.

Par une coquetterie très gauloise, il leur semble politiquement incorrect de soutenir un pouvoir en place (ne serait-ce qu'en expliquant le sens de ses actions). Les médias, trouvant plus valorisant de soutenir ceux qui sont "contre", confortent les citoyens dans leur conservatisme.

La désinformation est telle que les travailleurs du privé, pourtant exposés aux délocalisations et au chômage, descendent dans la rue pour défendre les acquis et les avantages exorbitants des emplois protégés !

**Quant aux syndicats,** on peut penser qu'ils sont dans leur rôle en s'opposant à tout ce qui bouge (pourtant dans les pays qui se réforment, les syndicats ont joué un tout autre rôle) ; mais il y a deux faits aggravants :

- puisque le fruit empoisonné est dans la tête des français, tout syndicat qui a l'audace d'expliquer la nécessité d'une réforme est immédiatement voué aux gémonies ;
- les forces conservatrices (égoïstes) des services publics ont acquis un tel pouvoir de nuisance contre la nation que l'État, pas ou peu soutenu par les médias, est constamment forcé de reculer.

Dans cette situation, les membres du gouvernement, dont les explications et justifications sont caricaturées ou ne sont pas relayées, **sont condamnés à la langue de bois et aux gestes minimaux.**

**La "contre-éducation" est donc parfaite puisque les politiques** (l'opposition par calcul et la majorité par prudence), **les médias et les syndicats y contribuent conjointement.**

**Et alors l'europe et le référendum ? Tout ce qui vient d'être écrit explique ce qui s'est passé le 29 mai 2005.**

**L'Europe des six, des neuf, des douze ou des quinze** est le seul terrain de jeu où nos "élites" ayant un mandat électif ou issus de l'administration (les seconds fournissant d'ailleurs le principal bataillon des premiers<sup>1</sup>) rencontrent les "élites" des autres pays.

En trente ans, ils ont construit sereinement (sans le peuple) un système de plus en plus puissant, à la fois technocratique et libéral<sup>2</sup>.

**Trop puissant ?** Ce n'est pas sans raison que régulièrement, les Gouvernements se retranchent "derrière l'Europe" pour expliquer telle ou telle difficulté française : par exemple, la TVA réduite à 5,5 % pour les travaux d'entretien des logements de plus de deux ans ne pourra être pérennisée qu'avec l'accord des 24 autres pays ! Ce n'est pas rien !

**Trop libéral ?** Sans aucun doute : habituellement, les institutions d'un pays veillent à encadrer les rapports entre individus, pour éviter aux plus faibles d'être broyés par les plus puissants. Tel n'est pas le but

[1] Ceci explique peut-être pourquoi nos responsables des questions européennes sont incapables de mesurer les conséquences, pour les entrepreneurs et professionnels privés, des directives qui leur sont proposées et qu'ils approuvent alors sans état d'âme.

[2] Ce qui n'est pas incompatible quand la "technocratie" s'est donné pour mission d'imposer l'économie ultra libérale, quoi qu'il en coûte à quelques-uns.

des commissaires européens : ayant promu la "concurrence" non comme un outil mais comme l'objectif suprême (d'où viendraient tous les bonheurs), la Commission s'est donné pour mission de pourchasser tout ce qui pourrait rendre plus humaine cette concurrence<sup>3</sup>.

À l'occasion de la campagne pour le référendum, les français ont commencé à "comprendre" l'Europe que leurs élus et élites ont construite en quelques décennies. **Ce que le "non" français a sanctionné, ce n'est pas le projet de traité constitutionnel** (qui apportait des améliorations indiscutables sur les textes antérieurs) **mais trente ans de traités.**

L'aventure socialiste dans le référendum illustre parfaitement ce qui vient d'être dit. Leurs élites (et une large fraction des militants qui ont voté "oui" en fait partie) participent depuis longtemps et avec enthousiasme à la construction européenne. Hélas, non seulement ils font croire que la construction européenne résoudra le problème français du chômage (tel François Mitterrand lors de la campagne pour Maastricht) mais ils n'ont jamais osé expliquer à leurs électeurs que la compétition européenne et mondiale imposait des réformes de structure, et que de nombreuses "citadelles" devraient être mises en situation concurrentielle, voire démantelées ! D'où, malgré le vote positif des militants, un vote négatif des électeurs qui ont brutalement découvert une partie de ce qu'on leur avait caché. Pourquoi écrivons-nous "une partie" ? Parce que la "contre-éducation" se poursuit, en particulier en racontant aux français que les problèmes de notre pays ne viennent pas de l'insuffisance des réformes (alors que l'Europe les rend indispensables), mais par la faute des Gouvernements qui essaient timidement de les entreprendre ! Rien n'est donc résolu.

**Pour revenir au projet de traité constitutionnel aujourd'hui refoulé**, de nombreux articles du texte ont donné lieu à des exégèses opposées.

[3] Note pour les architectes : l'anonymat des concours (interdiction pour les jurys de recueillir les explications des auteurs des projets en compétition) est un des nombreux exemples de l'aveuglement idéologique des Commissaires européens.

Sans "refaire la campagne", nous choisissons l'article 1.3.2 qui disait ceci : *"L'Union offre à ses citoyens un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures, et un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée."* Nous avons d'abord interprété les mots **"non faussée"** comme une barrière à la concurrence déloyale et au dumping fiscal et social. *"Point du tout, a aussitôt répliqué M. Bolkestein (soutenu par M. Barroso), regardez bien mon projet de directive : ce que nous voulons sanctionner, ce ne sont pas les distorsions de concurrence, mais les États qui seraient tentés de protéger, par leur propre réglementation, les chefs d'entreprise et les salariés inquiets de l'hétérogénéité des situations professionnelles dans les 25 pays."* Nous étions décidément trop candides.



C'est donc à bon escient que depuis plus d'un an, nous démontrons les effets pervers du *"principe du pays d'origine"* dans le projet de directive **"Bolkestein"**. Nous ne demandons pas égoïstement qu'une dérogation écarte l'application de ce principe à la profession d'architecte. **Nous demandons, dans l'intérêt de tous les consommateurs, d'éliminer totalement du projet de directive ce "principe du pays d'origine"**, qui *"nivelle par le bas les prestations"* et créerait demain des *"pavillons de complaisance européens"* pour tous les services qui seraient soumis à un tel principe (voir Passion-architecture n°12, page 28).

**Aujourd'hui, c'est aux consommateurs de base (via leurs associations) de dire s'ils sont prêts à supporter la charge d'une kyrielle d'interprètes<sup>4</sup> et d'avocats**

**internationaux<sup>5</sup>.** Car la bataille est loin d'être gagnée : les apaisements donnés avant le 29 mai à propos de la directive Bolkestein n'étaient "qu'électoraux".

Oublions ce texte fâcheux.

**Qu'est-ce que chacun d'entre nous peut faire pour la France de demain ?**

Refusons l'ultra libéralisme dominé par le pouvoir financier qui spéculer sur les entreprises et leurs salariés, mais regardons la vérité en face : nous "n'exporterons" pas le "modèle social français" qui plombe les finances publiques et a engendré plusieurs millions de chômeurs et de pauvres en trente ans<sup>6</sup>.

Les multiples "clans" politiques auxquels s'identifient les 60 millions de français sont incapables de se mettre d'accord sur la société qu'ils veulent construire et on laisse croire aux membres de chaque clan qu'ils pourront imposer LEUR version de la société aux 450 millions d'européens ! Mensonge coupable.

**Combien de temps faudra-t-il pour changer les Français dans leur tête après des décennies de contre-éducation ? Cela peut être rapide si les médias s'y attellent, à condition qu'ils acceptent de juger les idées sur la qualité du raisonnement et non d'après la couleur politique de celui qui les énonce.**

**Ce sera cela, la vraie révolution. ■**



Gilbert Ramus

[4] Pour comprendre les règles d'exercice et de garantie fixées par les 24 pays d'où peuvent venir les prestataires offrant leurs services en France.

[5] Pour obtenir réparation en cas de litige né du service rendu par un prestataire non installé en France et qui serait soumis aux règles de son pays d'origine.

[6] Cette situation n'est-elle pas le fruit d'un choix déraisonnable consistant à : • démonétiser "l'effort" (gagner plus en travaillant moins), • étatiser le social, • sanctuariser un secteur public pléthorique et coûteux, • livrer le secteur privé au "grand marché", en lui demandant de fournir toutes les ressources pour faire face aux trois premiers choix.